

Depuis le scrutin présidentiel de 2002 qui plaçait pour la première fois le Front National au second tour et celui de 2022 où Marine Le Pen a affronté Emmanuel Macron, le contexte politique et les stratégies de l'extrême droite ont évolué. En deux décennies, le FN, devenu RN, est passé de 5,5 millions à 13,3 millions d'électrices et électeurs.

Le RN apparaît pour une partie des citoyen·es comme la réponse à la crise démocratique et a fait un intense travail de banalisation en surfant sur sa capacité à attirer à lui « *des électeurs désabusés qui se préoccupent surtout de leur pouvoir d'achat ou de leur avenir professionnel* » selon Luc Rouban

C'est en défendant les droits et en portant des alternatives que l'on peut faire reculer l'extrême droite

(La vraie victoire du RN, Presses de Sciences po, 2022). Son électorat s'est élargi mais demeure différent de celui des autres partis, avec une sur-représentation des catégories populaires et de la jeunesse, particulièrement masculine. Ses électrices et électeurs ont pour point commun un sentiment de manque de reconnaissance. Le déclassement social rend les individus plus perméables à un discours qui repose sur une lecture raciste des injustices. Les « *électeurs ordinaires* » qui ont basculé dans le vote d'extrême droite, décrits par le

sociologue Félicien Faury (Des électeurs ordinaires, Enquête sur la normalisation de l'extrême droite, Seuil, 2024), vivent en tenaille entre des « *pressions d'en haut* » et des « *pressions d'en bas* ». Parmi les moteurs du vote évoqués par le sociologue, il y a un fort sentiment d'injustice fiscale et un rejet de « *l'assistanat* », perçu comme un privilège indu donné à des minorités, mais aussi la dégradation des services publics. La baisse de qualité des services publics alimente l'idée que les ressources sont rares et qu'elles sont injustement captées par d'autres.

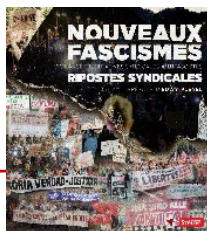
Ces constats plaident pour poursuivre le travail de longue date engagé par la FSU, en particulier avec la CGT et Solidaires. Pour lutter contre l'extrême droite, la bataille doit bien sûr se tenir sur le champ des valeurs, mais elle repose aussi sur notre capacité à proposer et défendre un modèle social plus juste.

Les reculs en matière de libertés publiques, de droits sociaux et de services publics renforcent le RN. Face à l'imposture qu'il représente le RN, il est plus que jamais nécessaire de porter des alternatives et de défendre les droits de toutes et de tous.

Prendre syndicalement ses responsabilités

Parce qu'elle porte au cœur de son projet le culte du pouvoir et de la force, et la haine de l'égalité comme de la démocratie, l'extrême droite est l'ennemie des travailleur·es et du syndicalisme de transformation sociale. L'arrivée au pouvoir de l'extrême droite se traduirait inmanquablement par un affaiblissement des outils de défense contre l'exploitation et les injustices. Pour les agent·es publics, l'extrême droite promeut un modèle autoritaire, fait d'exécution et d'obéissance, à rebours de celui que nous défendons, celui d'un·e fonctionnaire citoyen·ne, dépositaire d'une parcelle d'intérêt général et appuyé sur un statut qui le met à l'abri de la pression des intérêts particuliers. Pour la jeunesse, l'élitisme pour les un·es et le travail précoce pour les autres. Pour tous, le racisme, la xénophobie et les discriminations en lieu et place des solidarités et des services publics.

La FSU a toujours su prendre ses responsabilités face au risque que l'extrême droite arrive au pouvoir. Attachée à l'indépendance du syndicalisme par rapport au politique, elle a toujours posé une ligne rouge lors des échéances électorales, en appelant à empêcher l'extrême droite d'arriver au pouvoir, par les urnes et par les mobilisations. En juin 2023, devant l'imminence de la victoire du rassemblement national aux élections législatives, elle s'est engagée plus fortement encore, en appelant dans une large intersyndicale à « *battre l'extrême droite et à gagner le progrès social* » et en appelant par ailleurs à soutenir le programme du Nouveau Front Populaire, dans lequel elle retrouvait une large part de ses revendications. Elle l'a fait en conscience, de sa place d'organisation syndicale, en portant les revendications des personnels dans les manifestations, et les initiatives publiques. Si elle tire fierté d'avoir contribué ainsi à la défaite du rassemblement national, elle sait que les combats les plus rudes sont à venir et elle est prête à les mener.



VISA contre l'extrême droite

L'extrême droite et ses idées constituent un réel danger mais rien n'est inéluctable. La lutte contre l'extrême droite, ses idées et ses pratiques, constitue une priorité dans laquelle l'unité la plus large est un enjeu central.

La FSU combat syndicalement l'extrême droite en développant la syndicalisation, en renforçant ses capacités d'actions militantes et en construisant des cadres unitaires larges.

Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes (VISA), association intersyndicale unitaire, est un outil d'information et de réflexion pour toutes les forces syndicales qui le souhaitent afin de lutter collectivement contre l'implantation et l'audience de l'extrême droite dans le monde du travail.

Au niveau national, sont adhérents la FSU, Solidaires, mais également le Syndicat de la Magistrature (SM) et le Syndicat des Avocats de France (SAF), des syndicats de la CGT, de la CFDT, de la CNT, de la CNT-SO, de FO, de l'UNSA et de l'Union Pirate.

VISA recense et publie également sur son site et dans une newsletter les actions et publications syndicales contre l'extrême droite (VISA | Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes)

La FSU incite ses syndicats nationaux et ses sections départementales à adhérer à VISA et à impulser la création de VISA locaux en intersyndicale la plus large possible. Cela doit déboucher sur la construction d'actions de formations intersyndicales, de documents d'analyse et d'information à destination des salarié·es et d'initiatives publiques communes.

A signaler tout particulièrement la dernière publication de VISA « *Nouveaux fascismes, ripostes syndicales* » aux éditions Syllepse avec une préface de Edwy Plenel, ouvrage qui apporte une dimension internationale à l'heure d'une menace globale mondiale et documente les différents chemins de résistance, syndicaux en tout premier lieu, dans les luttes au plus près du concret et du quotidien.

Plus
d'informations
ici



1001 territoires pour la fraternité

Avec la CGT et l'UNSA, la FSU est un des syndicats engagés dans la démarche « 1001 territoires pour la fraternité », à l'initiative de la Ligue de l'enseignement, et qui regroupe une trentaine d'organisations, surtout associatives, comme la LDH.

Comme le racisme et le rejet de l'autre sont minoritaires dans la société française, ce que montrent les études publiées par la CNCDH, cette initiative doit fédérer et mobiliser, au plus près du terrain, autour d'événements mettant en avant les principes de fraternité, de solidarité, la volonté de vivre ensemble au-delà des différences.

Dès la rentrée 2025, les associations prendront l'initiative de proposer des actions locales. La FSU devra y tenir sa place, veillant à ce qu'elles ne se limitent pas à des moments festifs, mais permettent de faire émerger la parole des citoyens, évitant toute démarche descendante et donneuse de leçons.

C'est aussi comme cela qu'on pourra redonner confiance et visibilité à tous ceux qui rejettent le modèle de société que propose l'extrême-droite, fondé sur l'exclusion et la stigmatisation.

RACISME
ANTISÉMITISME
XÉNOPHOBIE
AU TRAVAIL :
C'EST NON !

Campagne intersyndicale

« *Racisme, antisémitisme et xénophobie au travail : c'est non !* »

Le racisme est un élément structurant du vote pour l'extrême droite. Le combattre est aussi une façon de lutter contre elle. Le racisme se déploie dans toute la société, y compris au travail. Il s'y exprime selon des modalités spécifiques : embauche, attribution des métiers, carrières... L'intersyndicale complète a lancé le 27 mars dernier une campagne sous forme d'affiches et de visuels communs, pouvant se décliner selon les différents lieux de travail.

<https://fsu.fr/campagne-intersyndicale-racisme-antisemitisme-xenophobie-au-travail-cest-non/>



ENGAGÉ·ES
CONTRE
L'EXTRÊME DROITE

EVARS : rester mobilisé.es

Grâce à la bataille menée par les syndicats de la FSU, avec d'autres organisations syndicales, le Conseil Supérieur de l'Éducation (CSE) du 30 janvier a validé à l'unanimité le programme d'Éducation à la Vie Affective, Relationnelle et à la Sexualité (EVARS). Mais la mise en place concrète de cet enseignement se heurte à des attaques inacceptables face auxquelles la FSU reste mobilisée.

Ce programme est contesté par des groupuscules réactionnaires et l'extrême droite qui ont multiplié les actions : menaces contre les personnels, distributions de tracts mensongers, vidéos virales et truffées de *fake news*, pressions de parents d'élèves pour connaître les contenus des séances d'EVARS, etc. Ces attaques visent des personnels parce qu'ils et elles font leur métier, mais elles visent aussi l'ambition émancipatrice de l'École et de ce programme : les anti-EVARS refusent d'ouvrir l'horizon des apprentissages des élèves et contribuent ainsi à la reproduction d'un ordre social dépassé et fantasmé, où la différence et l'altérité sont niées, où l'enfant est soustrait à des connaissances qui sont pourtant fondamentales pour qu'il grandisse, prenne conscience de son corps, de ses droits, de son rapport aux autres et devienne un·e citoyen·ne éclairé·e et tolérant·e. C'est une manière assumée de la part des réactionnaires et de l'extrême droite de saper les fondements de l'École publique et de la société. Les syndicats de la FSU restent mobilisés aux côtés des personnels pour les défendre face aux attaques de l'extrême droite et défendre un programme émancipateur.

Soutenir nos collègues

Alors qu'elle préparait, dans le cadre d'un projet interdisciplinaire sur le thème de l'exil et des frontières, une sortie pédagogique à Calais à la rencontre des bénévoles qui sont au contact quotidien des migrants, Sophie Djigo (professeure de philosophie dans l'académie de Lille) a dû subir les outrances xénophobes de la « fachosphère » : vindicte en ligne et menaces personnelles. Le SNES-FSU a soutenu et accompagné Sophie Djigo dès les premières menaces et dans toutes ses démarches, notamment quand elle a porté l'affaire en justice. Il a décidé de se porter partie civile, afin de porter la voix de la profession et de faire reconnaître le préjudice collectif qui nous est porté.

Vincent Prémey, professeur d'histoire-géographie, secrétaire départemental de la FSU de l'Allier et militant du SNES-FSU a quant à lui été la cible d'attaques publiques de la part du maire LR de Saint-Pourçain-sur-Sioule et de menaces de mort de la part de sites d'extrême-droite. La FSU avec le SNES lui a apporté son soutien à Vincent Prémey et l'accompagne dans ses démarches. Nous serons toujours aux côtés des collègues menacés par l'extrême droite pour les soutenir, les défendre et les accompagner.

La FSU engagée contre l'extrême droite : un combat syndical et féministe

Si l'extrême droite a su capter une partie du vote des femmes, son programme demeure fondamentalement anti-féministe. À l'échelle internationale, cette tendance se confirme : de D. Trump aux États-Unis à G. Meloni en Italie, en passant par V. Orbán en Hongrie, les gouvernements d'extrême droite s'attaquent systématiquement aux droits des femmes en restreignant les libertés reproductives et en sapant les politiques de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

Face à cette menace, le syndicalisme féministe porté par la FSU est incontournable. Le secteur droits des femmes propose analyses critiques et décryptages des discours, des projets et des stratégies portés par l'extrême droite et propose des formations sur ces sujets. Les militantes de la FSU sont engagées dans des collectifs de terrain à l'image de « Alerte féministe » à l'origine de la grande mobilisation du 23 juin en faveur du NFP et contre l'extrême droite. La FSU est aussi solidaire des luttes féministes portées ailleurs en Europe au travers de collectif comme « Avortement en Europe, les femmes décident ».

Depuis 2010, une nouvelle stratégie de l'extrême droite a émergé : celle de collectifs fémonationalistes, notamment le collectif Némésis, très actifs sur les réseaux sociaux et dans les manifestations et qui détournent nos revendications féministes à des fins racistes et xénophobes. Derrière son relooking stratégique se cache toujours le même projet réactionnaire, hostile aux conquêtes féministes et à l'émancipation des femmes. C'est en luttant contre ses projets et ses idées, en gagnant des politiques d'égalité qui répondent réellement aux besoins des femmes et aux inégalités structurelles qu'elles subissent, que nous pourrons lui opposer une véritable alternative et empêcher que les femmes ne soient, une fois encore, les premières victimes de ces projets politiques dangereux.



Se former et s'informer



COLLOQUE

L'extrême droite et l'école 2 & 3 octobre 2025

La CGT, la FSU et leurs instituts d'histoire sociale et de recherches organisent deux journées de colloque pour mieux comprendre les idéologies éducatives de l'extrême droite et construire la bataille commune pour défendre une école démocratique, égalitaire et émancipatrice.

Ouverture & introduction

Caroline CHEVÉ, secrétaire générale de la FSU, **Charlotte VANBESIEN**, secrétaire générale de la FERC-CGT, **Patrick BOUCHERON**, historien **Jérôme BEAUVISAGE**, Institut CGT d'histoire sociale

L'instrumentalisation des savoirs par l'extrême-droite

Antoine BOULANGÉ, syndicaliste, FERC' Sup **Haud GUEGEN**, philosophe, **Paul DEVIN**, syndicaliste, Institut de Recherches de la FSU

L'école de l'émancipation contre l'école autoritariste

Mélanie FABRE, historienne, **Sophie DJIGO**, philosophe, **Christelle BAYON**, historienne, **Prisca KERGOAT**, sociologue, **Sandra GAUDILLERE**, syndicaliste, CGT Educ'action

Ensemble contre l'école de l'extrême-droite

Alexis CUKIER, philosophe, université de Poitiers

Descriptif et
inscription



Stage FSU

Les demandes de travail local pour outiller les militant-es sur ce thème sont de plus en plus nombreuses et le Centre de formation poursuit le soutien à l'organisation de formations au niveau national, départemental, et avec la CGT. Il s'agit notamment d'améliorer les capacités théoriques et pratiques à contre-argumenter.

Le stage de janvier 2026 à destination des SD sera par exemple l'occasion de traiter de la défense (données, locaux, personnes) face à l'extrême droite.

Descriptif et
inscription



Formations dans les SD

Dans une section départementale, les possibilités de formation sur la question de l'extrême droite sont nombreuses, aussi bien en interne à la FSU, que dans des cadres intersyndicaux comme VISA. Dans le département du Rhône, où les groupuscules d'extrême droite sont particulièrement actifs, des formations unitaires à la sécurisation de manifestation ont lieu tous les ans. Celles-ci permettent de développer des pratiques communes en manifestation et de s'adapter aux tactiques de l'extrême droite. Dans le cadre de VISA 69, des formations spécifiques intersyndicales ont eu lieu cette année: une formation sur la lutte contre les idées d'extrême droite sur le lieu de travail et l'imposture sociale du RN et une autre sur les menaces de l'extrême droite vis à vis des droits des personnes LGBTQIA+. Pour l'an prochain, la FSU 69 prépare un module de formation FSU-CGT sur les questions d'extrême-droite et un stage FSU pour aborder l'extrême droite dans l'éducation et dans les collectivités territoriales.

En Alsace, face à la montée de l'extrême droite, la SD a organisé cette année un stage pour répondre aux inquiétudes exprimées, notamment au sujet des impacts possibles de cette progression sur leur métier. La formation s'est appuyée sur l'intervention de Vincent Edin, auteur de l'ouvrage *En finir avec les idées fausses propagées par l'extrême droite* et de Stéphane Tassel (SNESUP-FSU).

Documents en ligne

Pour les stages de formation syndicale, l'Institut de recherches FSU et le Centre de formation FSU mettent à disposition des militant-es des SN et SD des documents. Deux documents utiles en particulier :

- Syndicalisme et extrême-droite
- L'extrême-droite et l'École

à télécharger
sur le site de
l'IR-FSU



ENGAGÉ-ES
CONTRE
L'EXTRÊME DROITE

